

Article 31 du Règlement

[Traduction]

LE CHÔMAGE

M. George Proud (Hillsborough): Monsieur le Président, le gouvernement cite depuis longtemps les statistiques sur la création d'emplois et se vante d'avoir bien réussi dans ce domaine.

Les Canadiens ont accepté sa version pendant un certain temps. Ce temps-là est terminé. Un communiqué de presse émis la semaine dernière par le gouvernement de l'Ontario montre clairement la réalité actuelle de notre économie.

Selon le ministère provincial du Travail, 17 526 personnes ont été mises à pied en 1989, ce qui représente le plus grand nombre de mises à pied en un an depuis la récession de 1982.

Il est important, aussi, de noter que ce chiffre serait encore plus élevé si les mises à pied touchant moins de 50 travailleurs à la fois étaient prises en compte.

Durant la récession de 1982, il y a eu des fermetures partielles et des ralentissements de production. Ce n'était pas le cas en 1989. Ces emplois n'existent plus et d'autres subiront certainement le même sort en 1990. Les Canadiens peuvent voir, entendre et sentir dans tout le Canada les résultats de l'incurie flagrante du gouvernement dans le domaine économique.

* * *

LE PACTE DE L'AUTOMOBILE

M. Ken Atkinson (St. Catharines): Monsieur le Président, cette année marque le 25^e anniversaire du Pacte de l'automobile. Nombreux sont les Canadiens aujourd'hui dont l'emploi dépend de cet accord entre le Canada et les États-Unis.

Il est intéressant de signaler que le Pacte de l'automobile n'a pas été tout de suite perçu comme un sauveur d'emplois au Canada. Tout comme durant le débat sur le libre-échange, beaucoup de gens bien intentionnés mais pessimistes ont dénoncé le Pacte de l'automobile comme étant le début de la fin de l'industrie automobile au Canada. Toutefois, le temps a prouvé que, sans la signature de cet accord, l'Ontario n'aurait pas connu la stabilité et la croissance économiques qu'elle a connues au cours des 25 dernières années.

Il y a des ressemblances frappantes entre les manifestations de 1965 et celles de la campagne électorale de 1988. Les gens qui craignaient le progrès, vraisemblablement intimidés par les États-Unis, ont dit que le Pacte de l'automobile ferait disparaître cette industrie au Canada. Au contraire, le Pacte de l'automobile a été très avanta-

geux pour l'économie de l'Ontario, et il en sera de même pour l'Accord de libre-échange.

* * *

LE SALVADOR

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, c'est avec une grande tristesse et un sentiment d'horreur que je me lève pour parler du bombardement d'un camp de réinstallation de réfugiés par l'armée de l'air salvadorienne. Le bombardement de Corral de Piedra dans le nord du Salvador a fait au moins 20 blessés et 6 morts, dont cinq sont des enfants. Pour ajouter encore à l'horreur, des sections d'infanterie de l'armée salvadorienne sont entrées dans le village peu après et ont refusé d'aider les blessés.

Ces réfugiés ont vécu des années dans le camp de Mesa Grande, dans le sud du Honduras, où je les ai aidés à surmonter les horreurs d'une fuite terrifiante depuis le Salvador. Récemment, on leur a garanti la sécurité s'ils retournaient chez eux. Il y a deux semaines, une mission canadienne est allée au Salvador et elle a reçu l'assurance, de représentants de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et de représentants du gouvernement salvadorien, que ces réfugiés seraient en sécurité.

Le gouvernement canadien doit protester. Rien ne saurait excuser ce bombardement de civils réinstallés là, il s'agit tout simplement d'un mépris total de la vie et de la sécurité d'innocentes victimes.

J'implore le gouvernement d'utiliser tous les moyens, y compris notre présence à l'OEA et au Conseil de sécurité de l'ONU, pour garantir la sécurité des réfugiés et des camps de réinstallation, et pour susciter un cessez-le-feu immédiat et un règlement négocié au Salvador.

* * *

LA CONFÉRENCE «CIELS OUVERTS»

Mme Pauline Browes (Scarborough-Centre): Monsieur le Président, en 1989, le monde a vu de larges brèches s'ouvrir dans les murs du communisme et de l'oppression partout en Europe de l'Est. En 1990, le monde observe l'Est et l'Ouest qui commencent à jeter de nouvelles bases sur lesquelles édifier la liberté et la prospérité.

Aujourd'hui, à Ottawa, une page historique de ce processus est en train de s'écrire. Les représentants de 23 pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie sont réunis au Canada pour négocier un traité permettant à chacun des deux blocs les vols de surveillance non armés au-dessus des pays de l'autre bloc. Un traité «ciels ouverts» contribuera à la compréhension et à l'instauration d'une coopé-